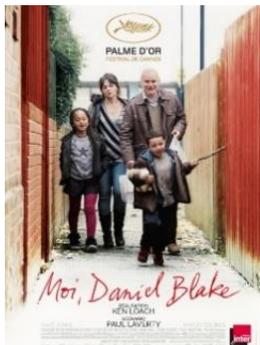


Sociologie et science politique
Comment l'assurance et la protection sociale contribuent-elles à la gestion des risques dans les sociétés développées ?

Sensibilisation :



- Q1 A quel risque Daniel Blake est-il confronté ?
Q2 Quel dispositif est prévu pour faire face à ce risque ?
Q3 Pourquoi n'est-il finalement pas protégé par ce dispositif ?
Q4 Arrive-t-il finalement à se protéger ? Comment ?
Q5 Connaissez-vous le système de protection sociale en Grande Bretagne ? Cherchez à le caractériser.
Q6 En quoi le film de Ken Loach est-il critique envers le système de protection sociale britannique ?

→ Comment gère-t-on les risques économiques et sociaux dans les pays développés ?

Document 1

« En Angleterre, les interventions publiques avaient permis la construction d'un véritable système de secours alimenté par une taxe obligatoire. En Angleterre encore, la scène politique pendant le premier tiers du XIXe siècle est animée par un grand débat pour ou contre l'abolition des poor laws, c'est-à-dire de la « charité légale » qui assure en principe un revenu minimal à tous les indigents. Et lorsque, portée par la critique des économistes, Malthus en tête, la tendance abolitionniste paraît l'emporter, c'est en fait un nouveau système public de secours que met en place la législation réformée en 1834. Système très dur, centré sur la workhouse, c'est-à-dire sur le travail obligatoire des indigents dans des conditions souvent inhumaines, mais système centralisé, national, qui se veut homogène, et qui est financé par des fonds publics. »

Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard, Paris, 1995, p 217

Document 2

Inspiré par les analyses de Beveridge, le programme du Parti travailliste en 1945 préconise la réalisation d'un « Welfare State » devant assurer le bien-être des citoyens « du berceau jusqu'à la tombe ». La Grande-Bretagne met ainsi en place les premières allocations familiales en 1945, l'assurance retraite, l'assurance chômage, les congés de maladie, et le National Health Service (service de santé publique garantissant la gratuité des soins pour tous) l'année suivante. Elle s'assure du plein emploi de sa population par une relative mainmise de l'État et des syndicats sur l'activité.

À partir des années 1960, le Welfare State commence à être largement critiqué. Les travaillistes en dénoncent les insuffisances et réclament une réforme de l'éducation allant dans le sens d'un « collège unique » tout en mettant en cause l'indigence qui survit. Mais c'est surtout à droite que l'on critique la logique des prestations sociales et la dérive financière d'un système extrêmement coûteux.

En 1979, Margaret Thatcher arrive au pouvoir et dit vouloir faire évoluer profondément l'État-providence vers « une prise en main par chaque individu de sa situation ».

Source : article *État Providence*, www.wikipedia.org
https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89tat-providenc#Au_Royaume-Uni

« Il ne faut pas que ces travaux [offerts par la puissance publique] puissent entrer en concurrence avec les formes communes du travail, de sorte que, comme le dit l'Intendant de Poitiers en 1784, on a « pris soin de réduire les prix et de n'admettre à ce travail que les plus nécessiteux ». C'est le principe de less eligibility qui règne sans partage dans les politiques sociales (et pas seulement dans les sociétés préindustrielles) : les secours et allocations de ressources doivent toujours être inférieurs aux plus basses rétributions qu'un individu pourrait retirer d'une activité « normale ». Ainsi, pour entrer dans ce système, il faut soit être réduit à la plus extrême nécessité, soit y être contraint par une force extérieure ou par la peur. »

Robert Castel, id., p. 140

Document 3

Le régime général britannique de protection sociale comprend les assurances maladie-maternité, vieillesse, invalidité et survivants, accidents du travail-maladies professionnelles et chômage, et sert des prestations familiales sous conditions de ressources. Certaines prestations sont servies au titre de la résidence et d'autres au titre d'une activité professionnelle.

La couverture de ces risques repose principalement sur les cotisations sociales versées par les assurés et les employeurs permettant ainsi l'attribution de prestations contributives de sécurité sociale qui sont généralement forfaitaires.

Il existe également de nombreuses prestations non-contributives financées par l'impôt. Elles servent essentiellement à aider les personnes en situation de précarité.

Source : *Le régime britannique de sécurité sociale*, site du CLEISS, http://www.cleiss.fr/docs/regimes/regime_royaumeuni_s.html

